

# LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux 2039 entreprises et établissements de la région Normandie qui ont participé à cette enquête annuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17

## Contexte national : l'économie française résiliente malgré les incertitudes

**Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis.** Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

**Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.**

En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.




La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse.** Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

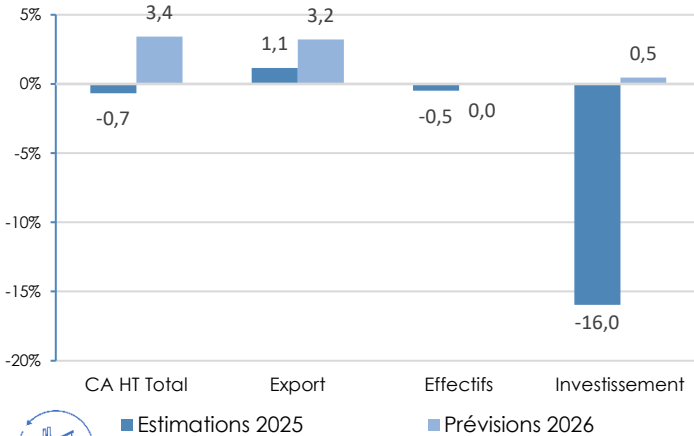
## Contexte National

## Chiffres clefs

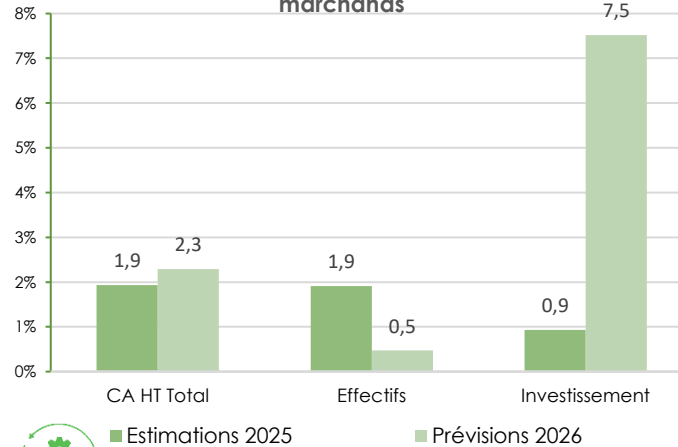
	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>- 0,7 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 3,4 %</b>
	<b>Exportations</b>	<b>2025 :</b>	<b>+ 1,1 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 3,2 %</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>- 0,5 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>0,0 %</b>
	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>+ 1,9 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 2,3 %</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>+ 1,9 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 0,5 %</b>
	<b>Production totale</b>	<b>2025 :</b>	<b>+ 0,1 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 1,2 %</b>
	<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>- 0,2 %</b>
		<b>2026 :</b>	<b>+ 0,9 %</b>

## Situation régionale

Evolution de l'activité dans l'industrie

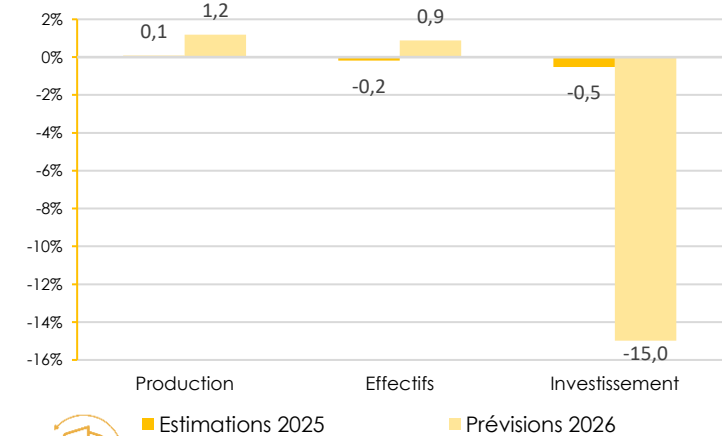


Evolution de l'activité dans les services marchands



Source Banque de France

Evolution de l'activité dans la construction



### Points Clefs

L'année 2025 a été marquée par des incertitudes tant au niveau mondial qu'au niveau national. Dans ce contexte, les entreprises normandes ont encore fait preuve de résilience.

Le chiffre d'affaires recule dans l'industrie, se stabilise dans la construction - portée par les travaux publics - et augmente dans les services marchands. Ces niveaux d'activité impactent les effectifs qui reculent légèrement dans l'industrie et la construction et qui sont en hausse dans les services.

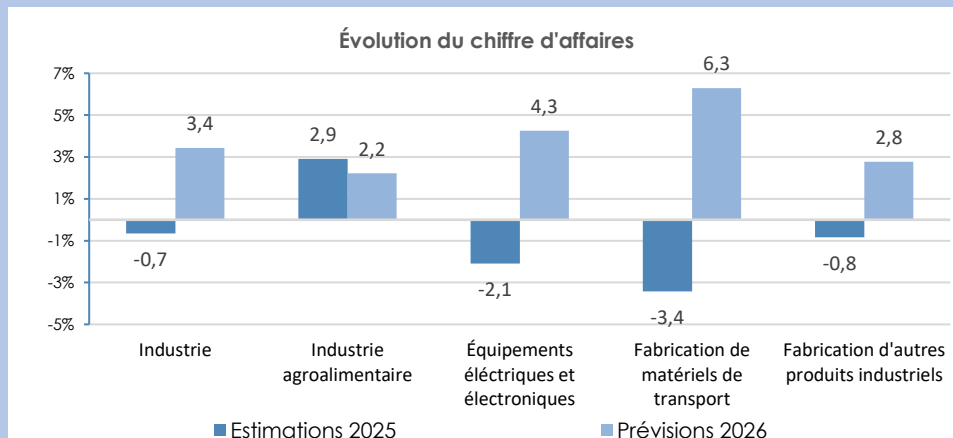
Malgré ce contexte, les rentabilités se maintiennent globalement (plus de 70 % des entreprises déclarent une hausse ou une stabilité), avec des disparités selon les secteurs. Les investissements chutent dans l'industrie et se maintiennent dans la construction et les services.

Pour 2026, les dirigeants normands sont plus optimistes et anticipent une hausse de la production dans les trois secteurs mais mesurée dans la construction. L'incertitude pèse sur les investissements à venir : ils seraient stables dans l'industrie, en hausse dans les services et chuteraient dans la construction.



## Synthèse de l'Industrie

Malgré une légère hausse de l'export en Normandie, le chiffre d'affaires dans l'industrie recule en 2025. Seule l'industrie agroalimentaire tire son épingle du jeu. Les effectifs sont en retrait, avec un recours moindre à l'intérim. Les rentabilités se maintiennent pour la majorité des entreprises. Les investissements chutent. En 2026, l'activité repartirait à la hausse, portée par l'export, mais les investissements seraient stables.



En Normandie, en 2025, le chiffre d'affaires est orienté à la baisse. Les prix de vente estimés par les dirigeants ont augmenté en moyenne de + 1,8 %. Le secteur a donc connu une diminution plus marquée du volume d'activité.

Trois facteurs ont influé sur l'activité industrielle :

- la baisse de la demande qui reste structurellement insuffisante,
- le contexte politique et économique incertain,
- la consommation des ménages qui reste atone.

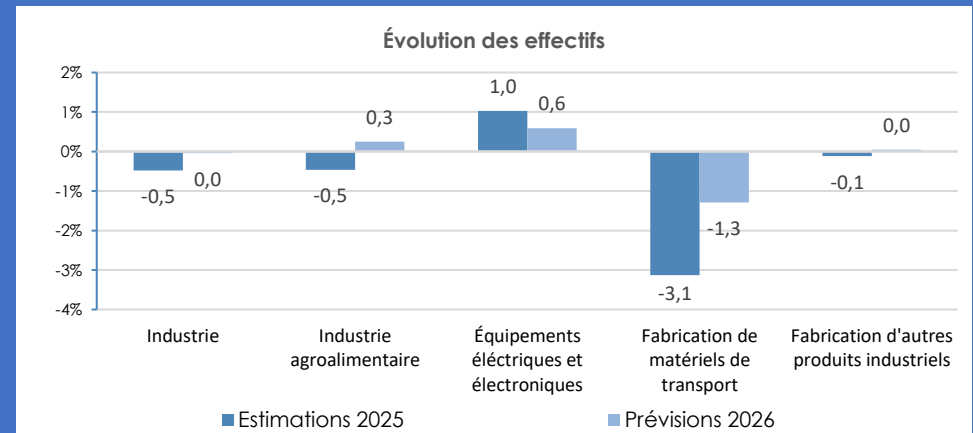
À l'export, l'évolution du chiffre d'affaires est positive mais plus faible que ce qu'anticipaient les dirigeants l'an dernier, en lien notamment avec la politique commerciale américaine.

Pour 2026, les chefs d'entreprises sont plus optimistes sur les perspectives d'activité, dans tous les grands secteurs industriels, malgré le climat d'incertitudes qui règne encore.

Les effectifs des entreprises industrielles normandes sont en baisse en 2025, suivant l'évolution de l'activité. Cette diminution concerne tous les secteurs à l'exception des équipements électriques et électroniques.

Le recours à l'intérim a fortement diminué (- 6,5 %) mais moins fortement que l'an passé selon les réponses des dirigeants à l'enquête.

Pour 2026, les effectifs devraient être quasi stables, hormis dans les entreprises de fabrication de matériels de transport qui prévoient une baisse.

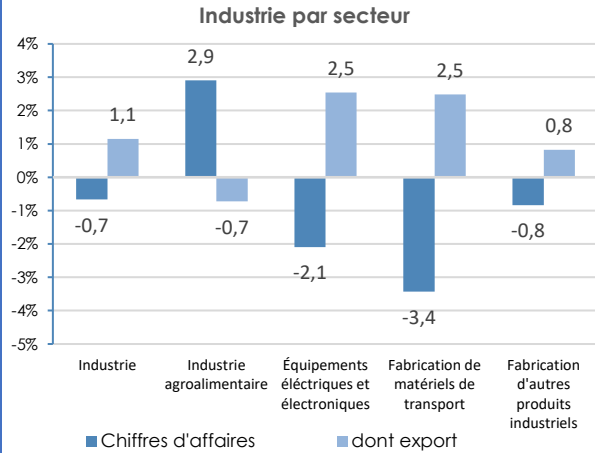


Source Banque de France – INDUSTRIE



20 %  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Chiffre d'affaires, dont export

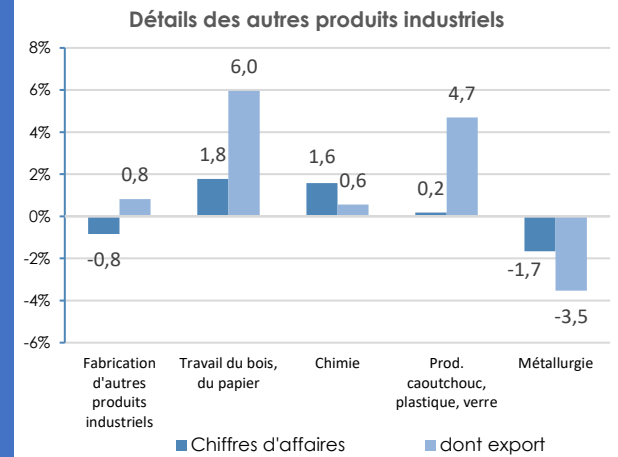


En 2025, seul l'agroalimentaire connaît une croissance de son chiffre d'affaires, portée par la filière viande et les produits laitiers, ces derniers étant soutenus par l'export. Dans la filière viande, la hausse est liée à l'augmentation de la consommation des viandes transformées et à une croissance des prix de vente élevée. La fabrication de matériels de transport est le secteur ayant connu la plus forte baisse en 2025, du fait du segment automobile pénalisé par la baisse des immatriculations, la réduction des aides publiques et un contexte économique défavorable.

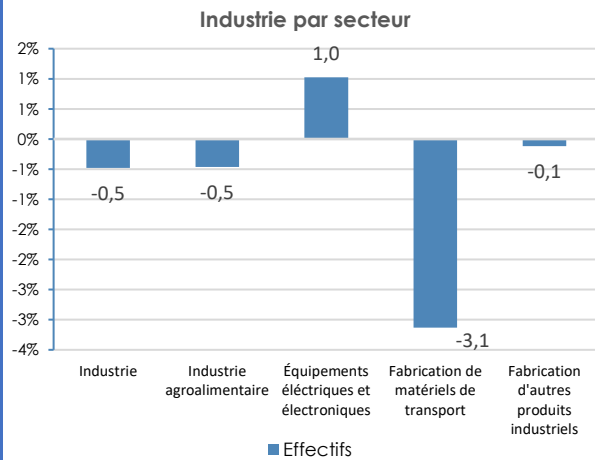
### Chiffre d'affaires, dont export

Les équipements électriques et électroniques connaissent une baisse du chiffre d'affaires (carnets de commandes insuffisants, problèmes d'approvisionnement, coût élevé des matières premières).

Dans les autres produits industriels, seule la métallurgie affiche un recul du chiffre d'affaires, sur le marché français comme à l'export. Cette baisse est portée par les produits métalliques en lien avec la faiblesse de la demande, notamment automobile.



## Bilan 2025



Les effectifs sont en baisse en 2025, suivant l'évolution de l'activité.

Cette diminution concerne tous les grands secteurs industriels, à l'exception des équipements électriques et électroniques.

Globalement, les effectifs permanents ont été préservés, l'ajustement s'étant effectué avec le personnel intérimaire, en baisse dans tous les secteurs.

Seule l'industrie automobile a réduit ses effectifs permanents comme intérimaires.

### Effectifs

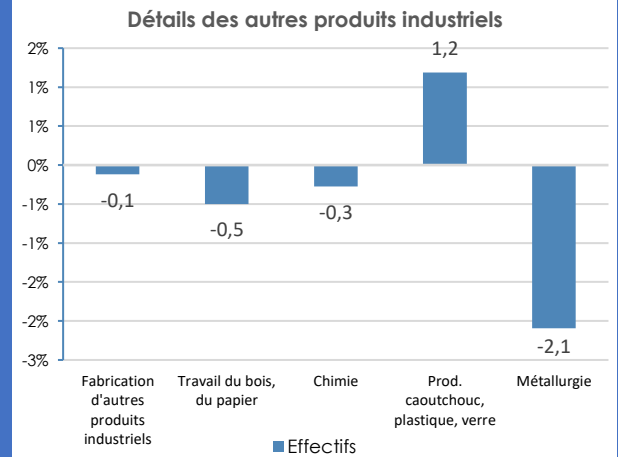
Les effectifs dans les autres produits industriels sont relativement stables.

Les évolutions sont toutefois différentes selon les activités.

Les entreprises des produits en caoutchouc-plastique-verre ont maintenu leurs effectifs intérimaires et recruté du personnel permanent, malgré un chiffre d'affaires stable.

La métallurgie a quant à elle réduit ses effectifs permanents comme intérimaires.

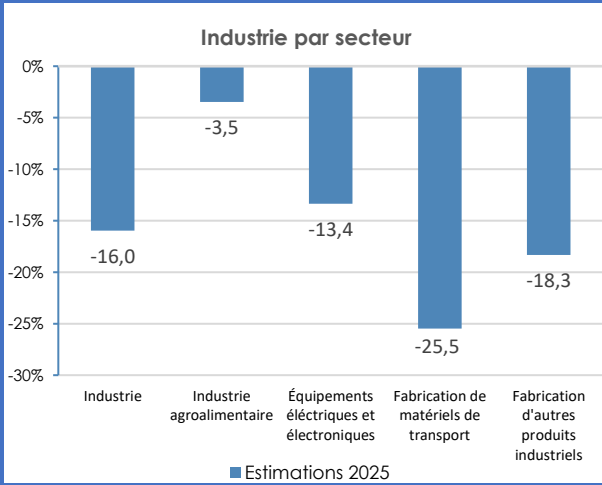
### Effectifs





**20 %**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

### Évolution des investissements



En 2025, la baisse des investissements réalisés par les entreprises dans l'industrie se poursuit.

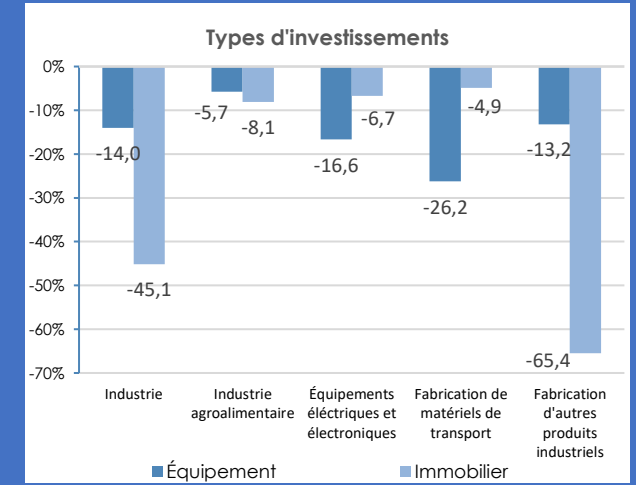
Les industriels ayant répondu à l'enquête ont investi près de 760 millions d'euros.

Tous les secteurs sont concernés par cette diminution, avec un repli plus marqué dans la fabrication de matériels de transport, tirée vers le bas par l'industrie automobile.

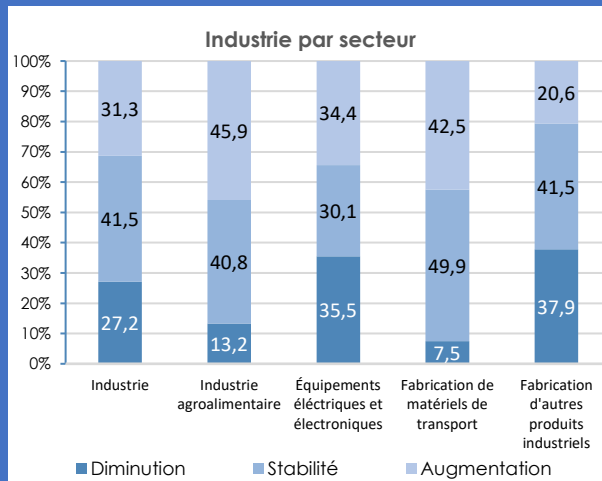
### Répartition des investissements

Sur l'enveloppe totale des investissements, 86 % étaient dédiés aux équipements.

La baisse concerne aussi bien les investissements en équipement qu'en immobilier.



## Bilan 2025



72,8 % des dirigeants déclarent une hausse ou une stabilité de leur rentabilité en 2025.

Selon le secteur d'activité, cette opinion diverge, l'impact sur les marges des charges de personnel et celui de la variation du prix des matières premières par exemple étant différent.

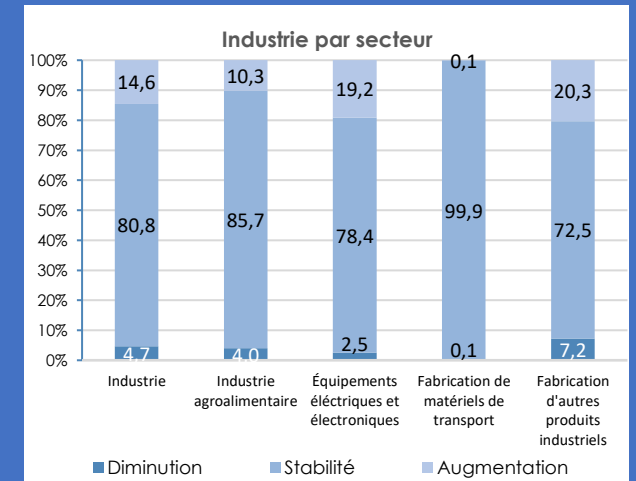
Dans les équipements électriques et électroniques et les autres produits industriels, les chefs d'entreprises déclarent une rentabilité en baisse plus importante qu'en moyenne dans l'industrie.

### Rentabilité

En 2025, les délais de paiements se stabilisent (81 % des entreprises).

15 % des dirigeants déclarent une hausse (contre 20% l'an passé).

Dans les autres produits industriels, la part des délais de paiement en hausse est plus importante dans les produits en caoutchouc et la métallurgie (respectivement 26,5 % et 24,9 %).



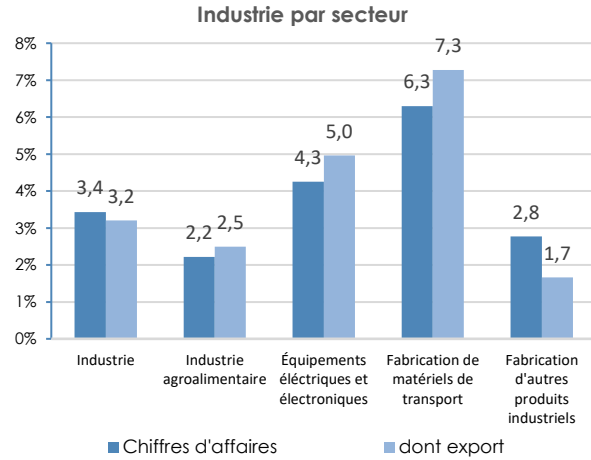
### Délais de paiement



20 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

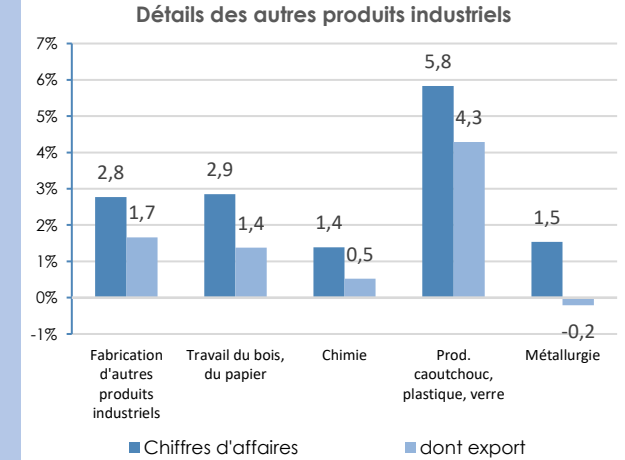
### Chiffre d'affaires, dont export



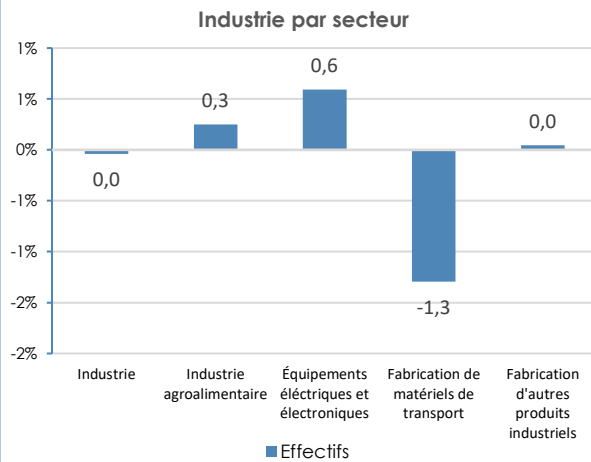
Pour 2026, les chefs d'entreprises sont optimistes sur les perspectives d'activité, malgré les incertitudes nationales et internationales. Dans l'agroalimentaire, l'activité dans les produits laitiers diminuerait, la demande mondiale étant anticipée en baisse par les dirigeants, en lien avec les tarifs douaniers annoncés en hausse par la Chine fin 2025, en réponse aux taxes européennes sur ses véhicules électriques. Dans les matériels de transport, l'activité serait portée uniquement par la construction aéronautique et spatiale.

### Chiffre d'affaires, dont export

La production des autres produits industriels serait en progression, dans tous les secteurs. La demande internationale est prévue plus dynamique, hormis dans la métallurgie où elle serait stable.

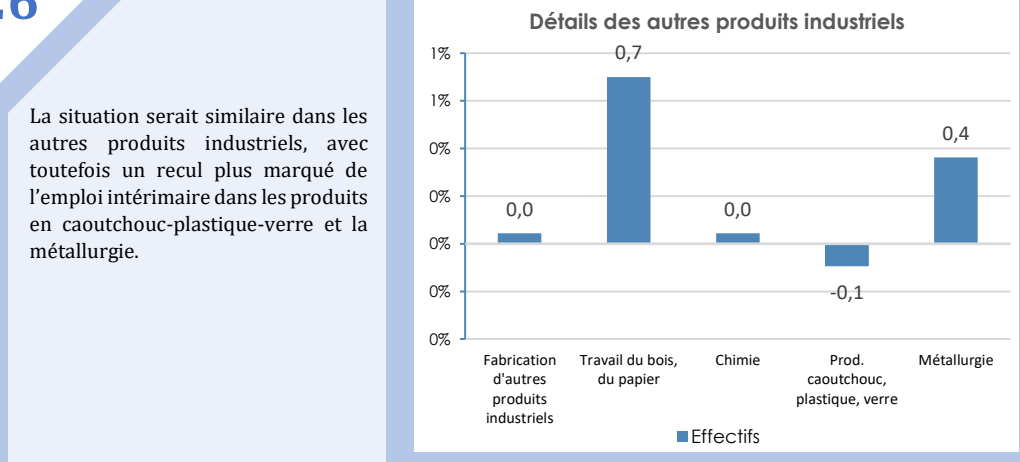


## Perspectives 2026



La croissance anticipée de l'activité ne s'accompagnerait pas d'une augmentation des effectifs. Ces derniers resteraient globalement stables avec une hausse du personnel permanent mais une baisse du nombre d'intérimaires. Seule la fabrication des matériels de transport verrait ses effectifs se contracter du fait des réductions de personnel dans l'industrie automobile.

Effectifs



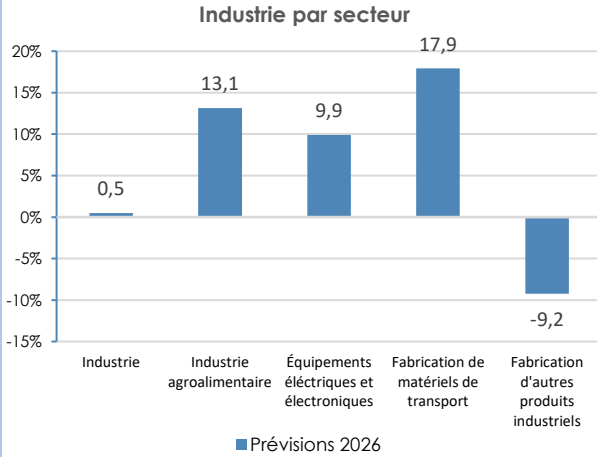
La situation serait similaire dans les autres produits industriels, avec toutefois un recul plus marqué de l'emploi intérimaire dans les produits en caoutchouc-plastique-verre et la métallurgie.

Effectifs



20 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



### Investissements

Face aux incertitudes, il est difficile pour les entreprises de faire des prévisions sur les investissements.

Ils seraient dans l'ensemble relativement stables en 2026.

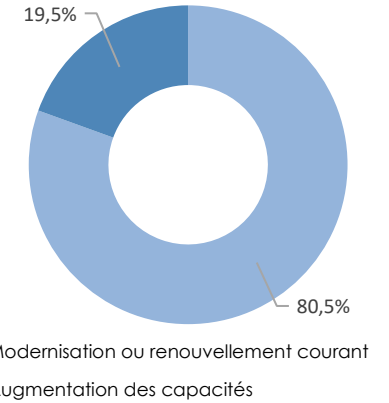
Seule la fabrication d'autres produits industriels prévoit une baisse du montant moyen des investissements, essentiellement dans la filière bois, la chimie et, dans une moindre mesure, la métallurgie.

### Orientation des prévisions

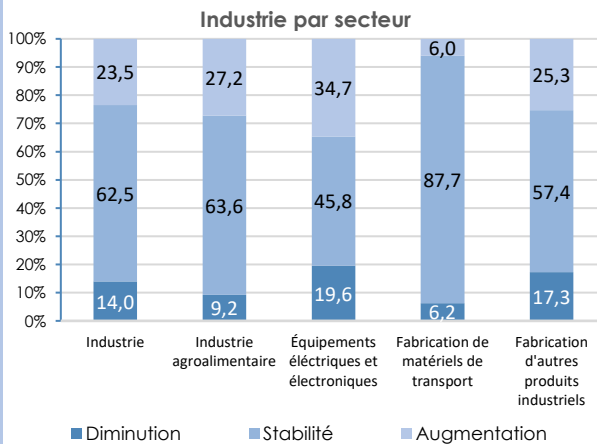
Les investissements prévus par les dirigeants en 2026 seraient dédiés dans leur majorité à la modernisation ou le renouvellement courant des moyens de production.

Les entreprises des équipements électriques et électroniques sont plus nombreuses à envisager investir pour augmenter leur capacité de production (28 %).

Orientation des prévisions d'investissements



## Perspectives 2026



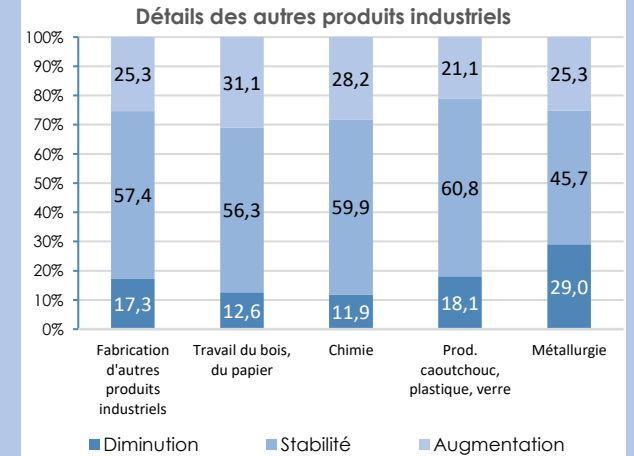
En lien avec les perspectives d'activité et la stabilité des effectifs, 86 % des entreprises industrielles envisagent une stabilité ou une hausse de leur rentabilité en 2026 (+ 14 points sur un an).

Dans les matériels de transport, le solde d'opinion positif est dû au secteur de la construction aéronautique et spatiale, les équipementiers automobiles étant 19 % à anticiper une baisse.

### Rentabilité

Dans les autres produits industriels, les situations sont hétérogènes.

Les entreprises de la métallurgie, dont les perspectives de hausse de chiffre d'affaires sont parmi les plus mesurées, sont plus nombreuses à prévoir une baisse de leur rentabilité.



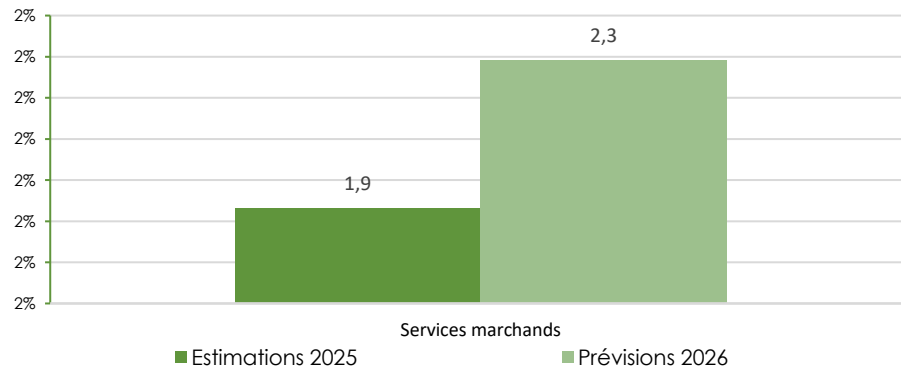
### Rentabilité



## Synthèse des services marchands

En 2025, le chiffre d'affaires est orienté à la hausse, moins fortement que ce qui était prévu lors de l'enquête de l'an passé du fait d'une croissance moins vive dans la restauration, l'information-communication et les activités d'ingénierie. La hausse globale est légèrement supérieure à l'évolution moyenne des prix des prestations. Pour 2026, les chefs d'entreprise anticipent de nouveau une hausse du chiffre d'affaires.

Évolution du chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaires dans les services marchands progresse en 2025 plus fortement que la hausse moyenne des prix de vente indiqués par les professionnels du secteur (+ 1,60 %).

L'ensemble des secteurs est concerné par cette croissance. Elle est cependant mesurée dans le transport et la restauration.

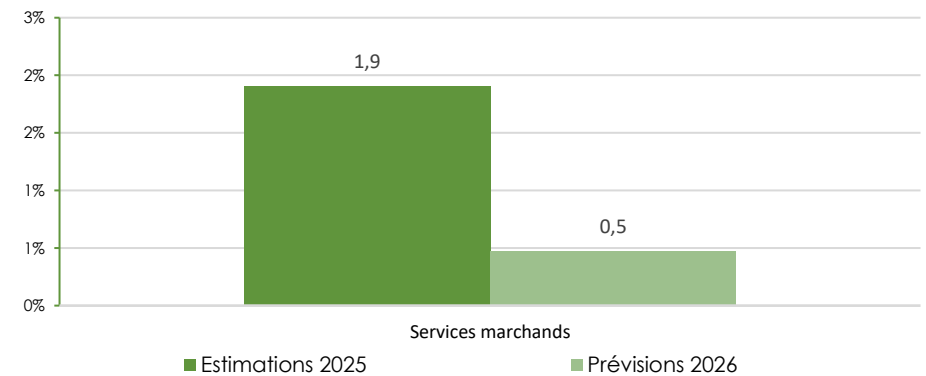
Pour 2026, la progression du chiffre d'affaires serait plus forte que la hausse de prix attendue (+ 1,55 %). Tous les secteurs connaîtraient cette croissance, qui serait plus marquée dans le secteur de l'information-communication.

Sur l'ensemble des services marchands, l'évolution des effectifs en 2025 suit celle du chiffre d'affaires.

Les effectifs se sont renforcés dans l'entrepôt, l'information-communication, les activités d'ingénierie et, dans une moindre mesure, dans l'hébergement et le transport. Ils sont en retrait dans la restauration.

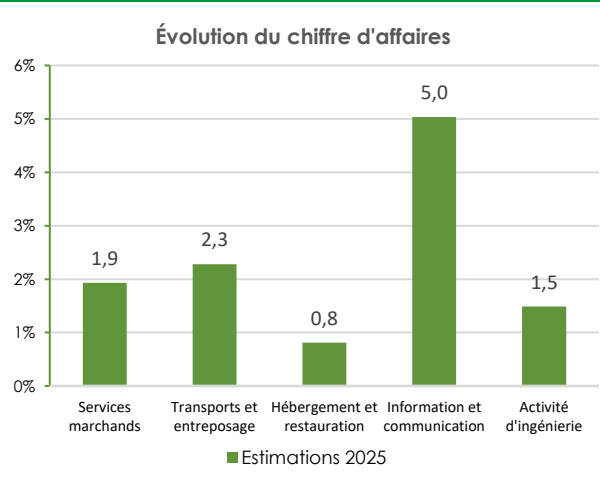
En 2026, les dirigeants sont plus réservés quant à leurs recrutements. Seule l'information-communication anticipe une nette hausse de ses effectifs, en lien avec les perspectives d'activité.

Évolution des effectifs





**13 %**  
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



### Chiffre d'affaires

Tous les secteurs observés ont connu une progression de leur chiffre d'affaires en 2025.

Dans le transport-entreposage, la hausse est générée par l'entreposage (+ 3,2 %), le chiffre d'affaires dans le transport étant stable (+ 0,4 %).

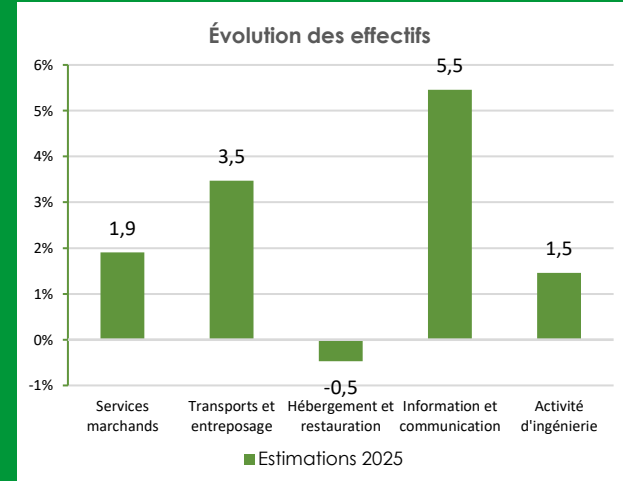
Dans l'hébergement-restauration, c'est l'hébergement qui porte la croissance (+ 3,1 % contre + 0,1 %). L'hébergement a bénéficié d'une météo favorable durant la saison touristique et de divers événements sur le territoire : Millénaire de Caen et Tour de France.

### Effectifs

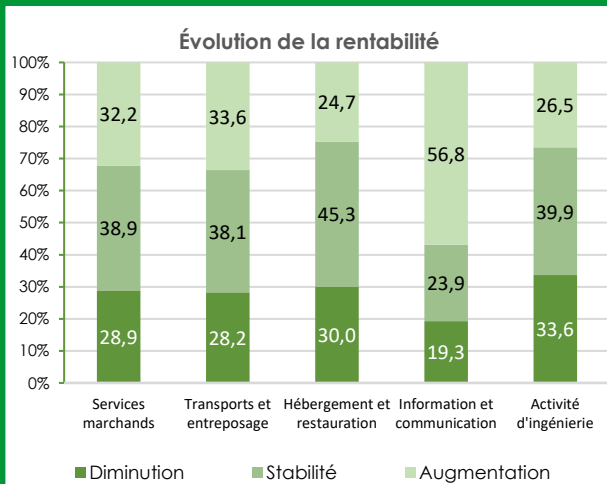
L'évolution des effectifs en 2025 suit l'évolution du chiffre d'affaires.

Dans le transport-entreposage, les recrutements ont été effectués dans l'entreposage, les effectifs du transport étant stables.

Dans l'hébergement-restauration, la hausse des effectifs concerne l'hébergement, ceux dans la restauration étant en baisse (- 1,2 %).



## Bilan 2025



En 2025, la rentabilité s'est nettement améliorée : 32 % des entreprises déclarent une hausse contre 16 % en 2024.

Selon le secteur d'activité, cette opinion diverge.

L'information-communication est le secteur pour lequel les entreprises sont moins nombreuses à déclarer une baisse de rentabilité.

Certains professionnels du transport évoquent la difficulté d'augmenter les prix en 2025 (+ 1,4 % en moyenne) malgré des coûts en hausse (camions).

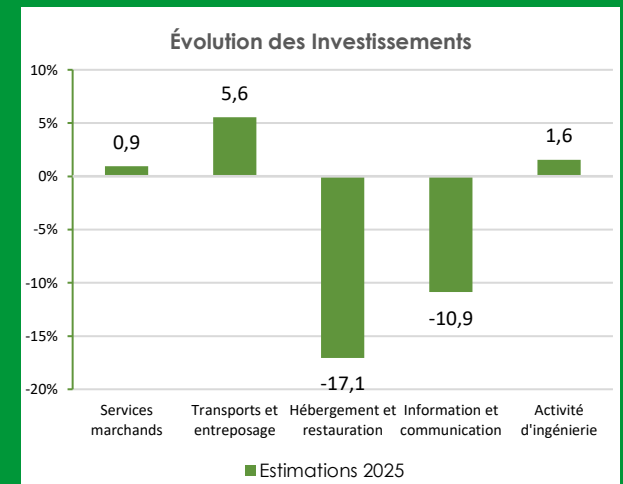
### Rentabilité

Les entreprises ont globalement maintenu leur enveloppe dédiée aux investissements.

Le secteur transport-entreposage représente près de 90 % des investissements réalisés en 2025.

Ces derniers sont en hausse, portés par l'entreposage (+ 10 %), les investissements dans le transport diminuant (- 9 %).

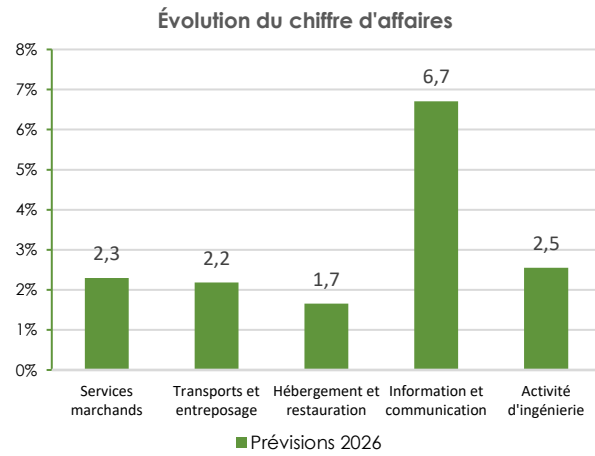
Dans l'hébergement-restauration, la baisse est due à l'hébergement comme à la restauration.



### Investissements



**13 %**  
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

Pour 2026, les chefs d'entreprise anticipent une hausse du chiffre d'affaires, plus importante que celle envisagée pour les prix des prestations (+ 1,55 %).

Le secteur le plus optimiste est celui de l'information-communication.

Dans le transport-entreposage, la hausse serait portée par l'entreposage comme le transport qui connaîtraient une reprise de l'activité (+ 2,2 %).

Dans l'hébergement-restauration, la progression se poursuivrait dans l'hébergement (+ 1,6 %).

La restauration rebondirait légèrement (+ 1,7 %).

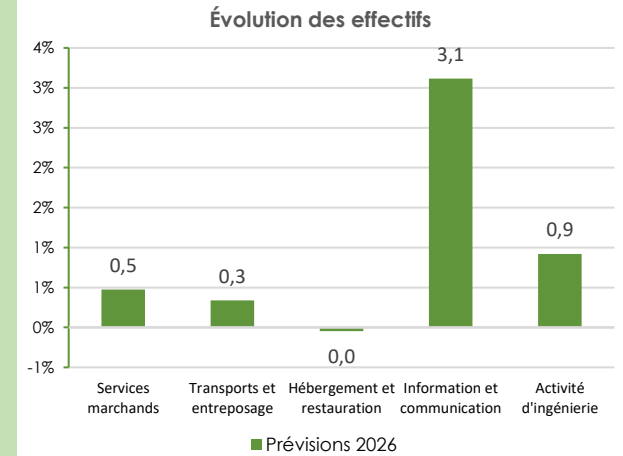
## Effectifs

En 2026, les dirigeants sont plus réservés quant à leurs recrutements par rapport à 2025.

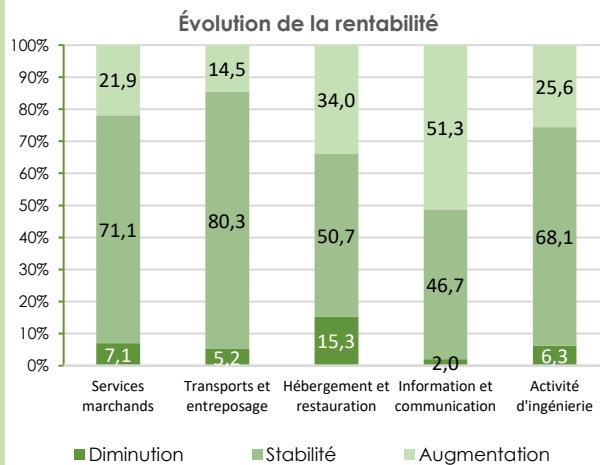
Seule l'information-communication anticipe une nette croissance.

Dans le transport-entreposage, la légère hausse serait portée par le transport (+ 0,9 %).

Dans l'hébergement-restauration, la progression des effectifs dans la restauration compenserait la baisse dans l'hébergement.



# Perspectives 2026



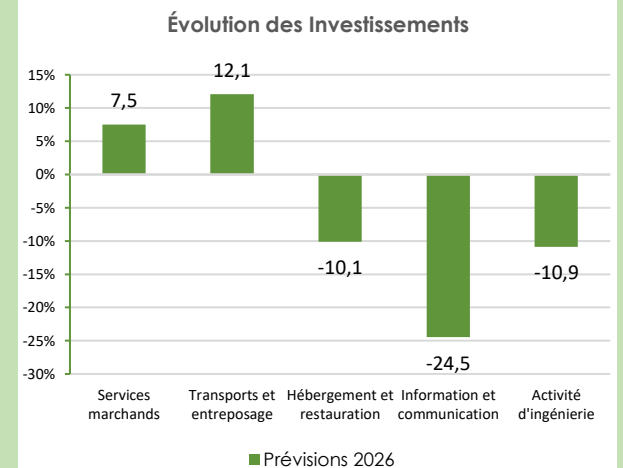
Au regard des perspectives d'activité, les entreprises des services marchands sont optimistes quant à leur rentabilité : 93 % d'entre elles prévoient un maintien ou une hausse de leurs marges.

Le secteur de la restauration est le plus pessimiste, avec toutefois 36 % des restaurateurs qui anticipent une hausse de la rentabilité (contre 25 % en 2025) et 47 % une stabilité (contre 43 % en 2025).

## Rentabilité

Dans l'ingénierie, l'information communication et l'hébergement restauration, l'optimisme sur les perspectives d'activité et l'amélioration de la rentabilité ne se répercutent pas sur les investissements.

La hausse de l'enveloppe prévisionnelle des investissements dans les services est de nouveau portée par le secteur de l'entreposage (68 % des investissements en 2026 ; + 15 % sur un an).

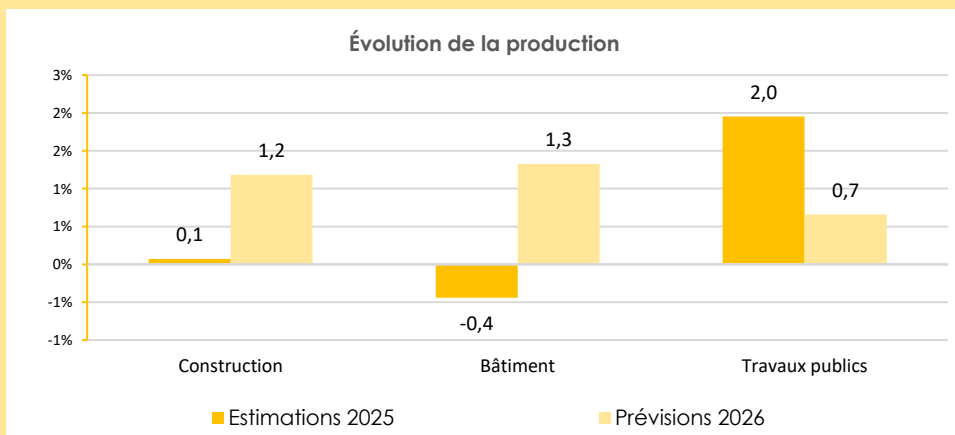


## Investissements



## Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Comme prévu l'an passé par les dirigeants, le chiffre d'affaires dans la construction stagne en 2025, la hausse dans les travaux publics compensant la baisse dans le bâtiment (gros œuvre et second œuvre). Les effectifs sont globalement stables. La rentabilité diminue pour plus d'un quart des entreprises. Les investissements sont en léger retrait. Pour 2026, les dirigeants anticipent une hausse du chiffre d'affaires.



En 2025, la hausse du chiffre d'affaires dans les travaux publics compense la baisse dans le gros et le second œuvre.

Malgré un léger rebond du logement neuf (+ 8,4 % de mises en chantier en 2025 après une baisse de - 9,9 % en 2024), les mises en chantier ne suffisent pas à développer l'activité dans le bâtiment. Elle est en recul dans le gros œuvre (- 0,2 %, avec une hausse moyenne des prix de + 1,1 %) comme dans le second œuvre (- 0,6 % et une hausse des prix de + 1,3 %).

Seule la production dans les travaux publics est bien orientée, l'évolution du chiffre d'affaires étant supérieure à celle de la hausse moyenne des prix (+ 0,8 %).

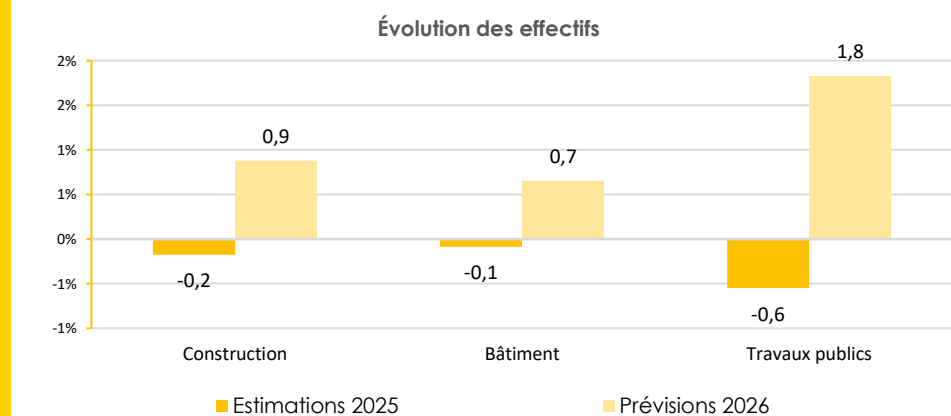
Pour 2026, les perspectives semblent s'améliorer. Le nombre de logements autorisés est en hausse de + 15,3 % en 2025 (après une baisse de - 3,7 % en 2024). Le nombre d'autorisations retrouve son niveau de 2018 (2021 et 2022 ayant été exceptionnellement hauts).

En 2025, les effectifs restent globalement stables mais la situation varie selon les secteurs. Dans le gros œuvre, les entreprises ont réduit le recours à l'intérim mais ont gardé leurs salariés permanents.

Dans le second œuvre, les effectifs augmentent légèrement grâce à des embauches durables.

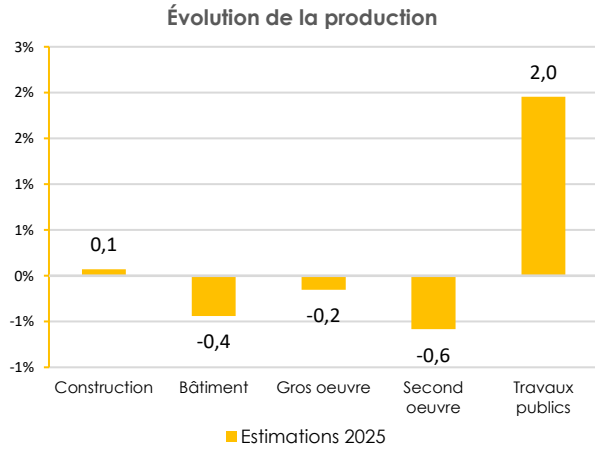
Dans les travaux publics, les entreprises ont fait appel à plus d'intérimaires pour gérer les variations d'activité, mais le nombre de salariés permanents diminue.

Pour 2026, en lien avec les perspectives d'activité, les dirigeants prévoient des recrutements dans les trois secteurs. L'intérim continuerait toutefois de reculer.





9 %  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



### Production totale

Dans le gros œuvre, les dirigeants font état d'une hausse du coût des intrants non répercutée sur les prix des devis du fait d'une concurrence vive. Ils évoquent également l'incertitude nationale, les délais de décision plus longs et les délais de paiement en hausse pour 42 % des interrogés.

Dans le second œuvre, les principaux éléments ayant freiné l'activité sont la baisse de la rénovation, l'attentisme des clients et l'instabilité des dispositifs.

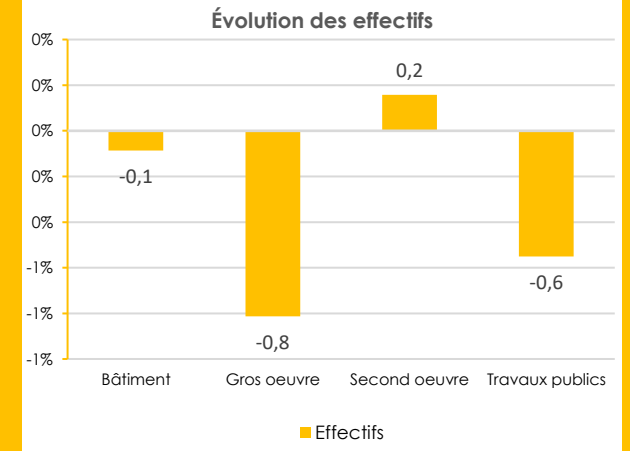
Seule la production dans les travaux publics est bien orientée en cette année préélectorale avec une pression plus forte pour l'achèvement des chantiers.

### Effectifs

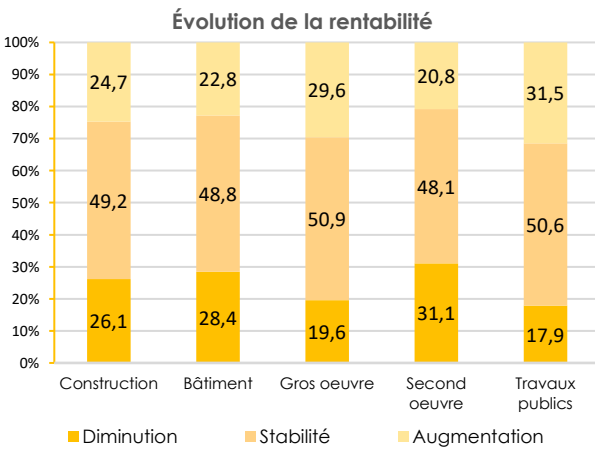
Dans le gros œuvre, les entreprises ont réduit le recours à l'intérim mais ont gardé leurs salariés permanents.

Dans le second œuvre, les effectifs augmentent légèrement grâce à des embauches durables.

Dans les travaux publics, les entreprises ont fait appel à plus d'intérimaires pour gérer les variations d'activité, mais le nombre de salariés permanents diminue.



## Bilan 2025



Dans le gros œuvre et les travaux publics, les dirigeants sont plus nombreux à déclarer une hausse de leur rentabilité en 2025 plutôt qu'une baisse.

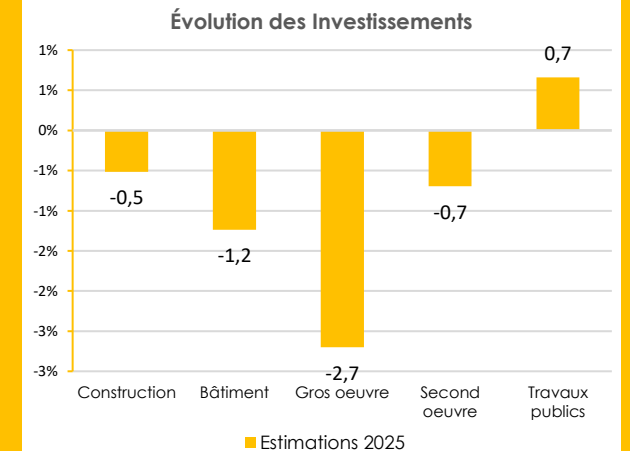
Dans le second œuvre, même si la majorité des entreprises déclare une stabilité de leur rentabilité, elles sont près d'un tiers à déclarer une baisse (+ 10 points par rapport à 2024).

Les délais de paiement continuent de peser sur les trésoreries : 42 % des professionnels du gros œuvre déclarent un allongement, 32 % pour le second œuvre et 28 % pour les travaux publics.

Le montant global des investissements réalisés en 2025 par les entreprises de la construction ayant répondu à l'enquête est en légère baisse.

Le bâtiment a moins investi que l'an passé, contrairement aux travaux publics dont l'enveloppe a légèrement augmenté.

Face au climat d'incertitudes, la baisse des investissements dans la construction concernerait l'ensemble des secteurs en 2026. L'enveloppe prévisionnelle serait en baisse de - 15 %.

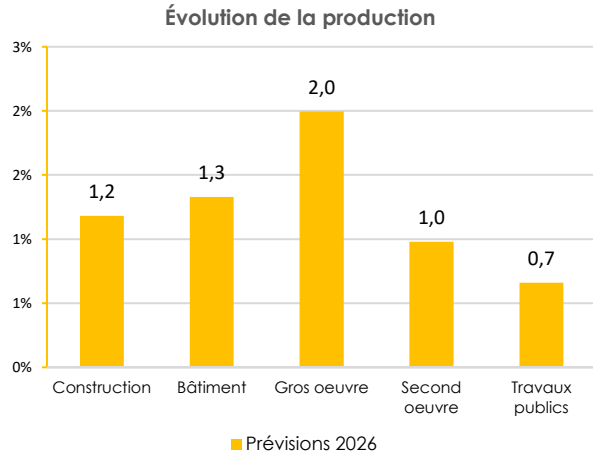


### Rentabilité

### Investissements



**9 %**  
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

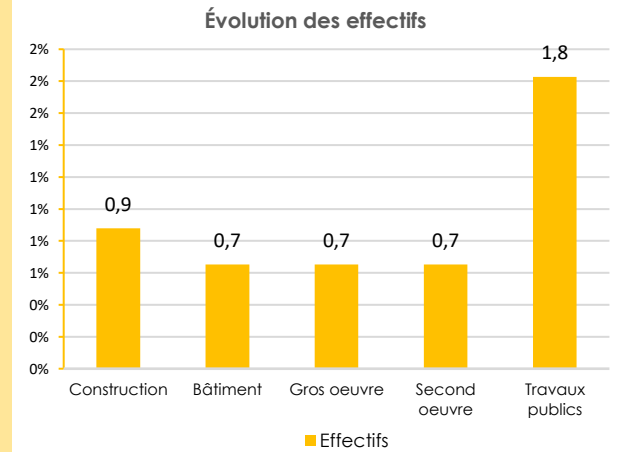


### Production totale

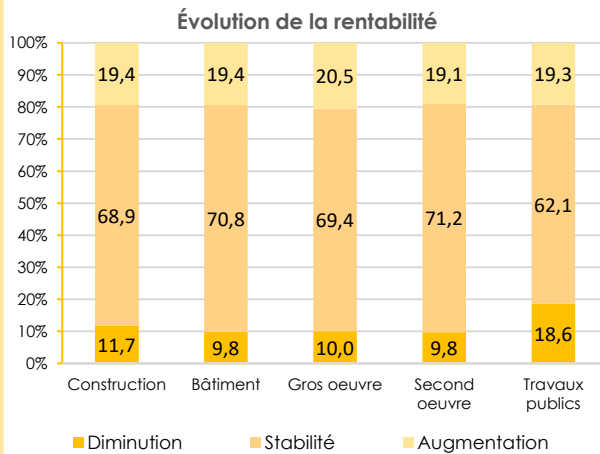
Pour 2026, les perspectives semblent s'améliorer, avec une reprise de la construction neuve annoncée. Dans le gros oeuvre, le volume d'activité serait en hausse, l'augmentation des prix envisagée (+ 1,3 %) étant inférieure à celle du chiffre d'affaires. La production dans le second oeuvre resterait en léger retrait, la hausse moyenne des prix de vente prévue étant de 0,3 point supérieure à celle du chiffre d'affaires. Dans les travaux publics, la production serait globalement stable, les prix augmentant de + 0,3 %.

### Effectifs

Les perspectives d'activité plus positives devraient s'accompagner de recrutements, dans les trois secteurs. Il s'agirait d'emplois durables, les prévisions sur l'intérim étant orientées à la baisse dans le bâtiment comme les travaux publics.



## Perspectives 2026



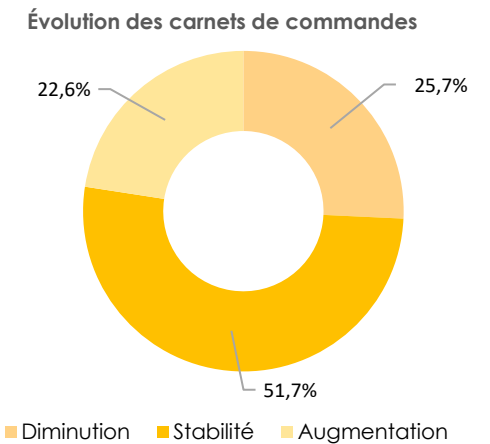
Pour 2026, les professionnels sont plus optimistes quant à la rentabilité de leur entreprise, quel que soit le secteur. Ils sont plus nombreux qu'en 2025 à déclarer une hausse prévisionnelle de la rentabilité plutôt qu'une baisse.

### Rentabilité

Malgré les perspectives d'activité annoncées, les carnets de commandes sont en dessous des attentes.

Seulement 33 % des dirigeants du gros oeuvre déclarent qu'ils seront en hausse (43 % envisagent une stabilité). Ils sont 23 % dans le second oeuvre (56 % une stabilité) et 14 % dans les travaux publics (48 % une stabilité).

### Carnets de commandes





## Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

**2 039 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :**

**un effectif global de 137 982 personnes  
un chiffre d'affaires global de 36 673 M€**

	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés ACOSS	
<b>Total Industrie</b>	<b>817</b>	<b>85 922</b>	<b>170 633</b>	<b>50,4%</b>
Industrie agroalimentaire	111	16 659	34 100	48,9%
Équipements électriques et électroniques	115	12 211	19 756	61,8%
Fabrication de matériels de transport	30	15 258	24 175	63,1%
Fabrication d'autres produits industriels	561	41 794	92 602	45,1%
<b>Total Services marchands</b>	<b>520</b>	<b>25 474</b>	<b>113 286</b>	<b>22,5%</b>
Transports et entreposage	204	15 233	48 680	31,3%
Hébergement et restauration	197	5 122	38 099	13,4%
Information et communication	33	1 397	6 605	21,1%
Activité d'ingénierie	86	3 723	19 902	18,7%
<b>Total Construction</b>	<b>702</b>	<b>26 586</b>	<b>76 781</b>	<b>34,6%</b>
Bâtiment	605	20 896	61 975	33,7%
Gros oeuvre	125	4 938	15 583	31,7%
Second oeuvre	480	15 958	46 392	34,4%
Travaux publics	97	5 690	14 806	38,4%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Financement des entreprises</a> <a href="#">Crédits dans les régions françaises</a> <a href="#">Taux d'endettement des agents non financiers – Comparaisons internationales</a>
 Epargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a> <a href="#">Dépôts dans les régions françaises</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Tendances Régionales Normandie</a> <a href="#">Situation financière des entreprises normandes en 2024</a> <a href="#">Conjoncture industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>



**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*32 rue Jean Lecanuet CS 50896 - 76005 ROUEN CEDEX*

☎ **02 35 52 78 18**



[normandie.conjoncture@banque-france.fr](mailto:normandie.conjoncture@banque-france.fr)

**Rédacteur en chef**

Philippe SELWA, Chef du département Entreprises et Études Régionales

**Directeur de la publication**

Eric VILLENEUVE, Directeur Régional

